

# Objectif Oman

Septembre 2017



## Faits saillants

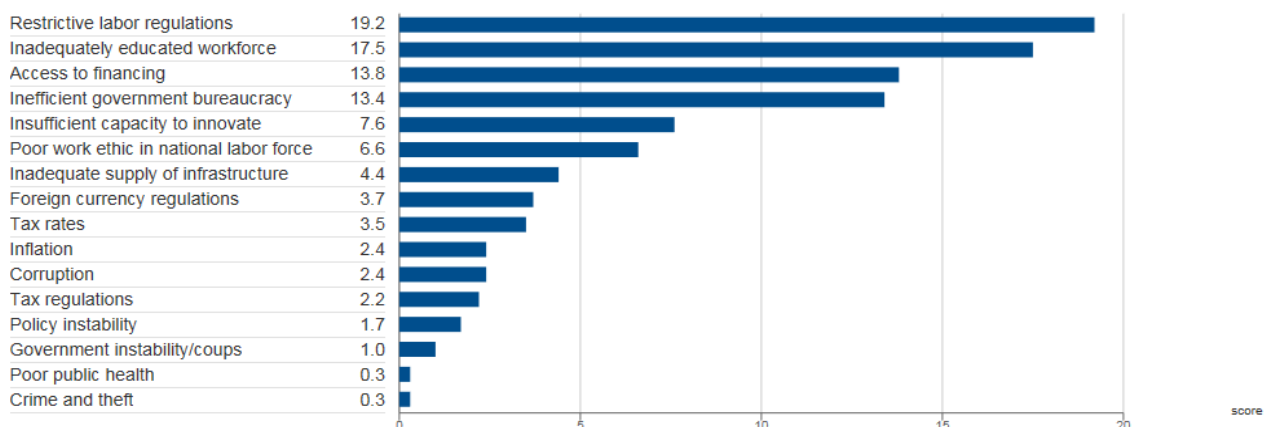
- *Nomination d'un nouveau Gouverneur à la Banque centrale d'Oman*
- *Publication du rapport annuel 2016 du fonds souverain State General Reserve Fund*
- *Gaz : entrée en production du champ de Khazzan géré par BP et Oman Oil Company E&P*
- *Oil & Gaz : Oman Oil Company E&P obtient un prêt syndiqué de 1 Md USD*
- *TANFEEDH lance le laboratoire dédié au secteur de la pêche et de l'aquaculture*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### *Classement 2017/18 sur la compétitivité (Forum de Davos) : Oman en hausse de 4 rangs à la 62<sup>ème</sup> place*

Le classement 2017/18 du Forum de Davos en matière de compétitivité (*Global competitiveness*) place le Sultanat au 62<sup>ème</sup> rang mondial sur 137 pays, correspondant à une progression de 4 places par rapport au classement 2016. Etabli à partir de données portant sur 12 segments d'appréhension de la compétitivité (éducation, gouvernance, cadre macroéconomique, infrastructures, capacités d'innovation, fiscalité etc.), le classement 2017/18 confirme les atouts et faiblesses du Sultanat. Si le pays dispose de bons résultats en matière de sécurité, de fiscalité, de lutte contre la corruption et de maîtrise des prix, il pâtit en revanche toujours fortement d'une régulation du marché du travail peu favorable à l'investissement (122<sup>ème</sup> sur 137), du manque de formation de la main d'œuvre au regard des besoins des entreprises et d'une lourdeur bureaucratique persistante. Au plan régional, le Sultanat reste loin derrière les Emirats-arabes-unis (17<sup>ème</sup> rang mondial), le Qatar (25<sup>ème</sup>), l'Arabie Saoudite (30<sup>ème</sup>), le Bahreïn (44<sup>ème</sup>) et le Koweït (52<sup>ème</sup>). La Suisse conserve la 1<sup>ère</sup> place de ce classement dans lequel la France recule d'une place au 22<sup>ème</sup> rang mondial.

### Most problematic factors for doing business



Note: From the list of factors, respondents to the World Economic Forum's Executive Opinion Survey were asked to select the five most problematic factors for doing business in their country and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The score corresponds to the responses weighted according to their rankings.

**Formation : conclusion de « l’Emerging Leaders Program » d’HEC pour 20 dirigeants omanais**

Une vingtaine de jeunes dirigeants omanais ont été récemment diplômés par HEC dans le cadre du programme de trois mois « *Emerging Leaders Program* » lancé en collaboration entre *Takatuf*, l’unité spécialisée dans le développement du capital humain d’*Oman Oil Company* (OOC) et le campus *HEC Paris Qatar*. La formation dispensée vise à former les futurs dirigeants des grands groupes omanais en matière managériale, de finance et de stratégie d’entreprises. *Takatuf* a été créée en 2013 pour mieux répondre aux besoins de formation professionnelle des Omanais. Le programme, qui existe depuis mars 2016, s’inscrit dans le cadre de l’accord conclu entre *HEC Paris* et la *Qatar Foundation* en 2010 afin d’offrir une formation professionnelle d’excellence aux Qatariens et aux citoyens des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

**INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES**

***Nomination d’un nouveau Gouverneur à la tête de la Banque centrale***

Par décret royal n°42/2017, publié début septembre, portant modification de la composition du Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale d’Oman, le Président exécutif de la Banque, qui fait figure de Gouverneur en exercice, le poste relevant de droit au Sultan, M. Hamood Sangour Al-Zadjali, en place depuis 26 ans, a été remplacé dans ses fonctions par Tahir bin Salim Al Amri, nommé Président Directeur général de la Banque. Anciennement Directeur du Trésor au ministère des Finances, au sein duquel il a travaillé pendant une quinzaine d’années, en particulier sur les problématiques de dette, M. Tahir bin Salim Al Amri occupait précédemment les fonctions de Vice-Président d’OIFC (*Oman Investment & Finance company*), société en charge notamment de la facturation des consommations d’eau, d’électricité ou de téléphonie en Oman. Ce changement intervient alors que le Sultanat est confronté à une vulnérabilité financière croissante et à une hausse régulière des taux d’intérêt, en partie liée à l’ancrage du rial au dollar US. Depuis le début de l’année, le ministère des omanais Finances a sollicité le marché de la dette à hauteur de 8 Mds USD (1 Md USD en janvier, 5 Mds USD en mars et 2 Mds USD sous forme de *Sukuks* en mai) auquel s’est ajouté un prêt contracté auprès de banques publiques chinoises à hauteur de 3,66 Mds USD.

***Publication du rapport annuel 2016 du fonds souverain State General Reserve Fund***

Le *State General Reserve Fund* a publié mi-septembre son 3<sup>ème</sup> rapport annuel portant sur 2016. En dépit de la conjoncture dégradée et de la montée des incertitudes au plan international, dans le sillage du *Brexit* et de l’élection présidentielle américaine, le résultat de long terme est resté stable avec un taux de rendement annuel moyen depuis 1980 de 7 % en termes nominaux. Bien que le montant des actifs ne soit pas dévoilé, le rapport donne quelques indications sur son évolution et ses utilisations. Comme pressenti, une part conséquente des réserves du fonds (3,9 Mds USD) a été transférée au ministère des Finances pour couvrir une partie du déficit public. La répartition des investissements par classe d’actifs a légèrement évolué l’an dernier avec une progression des placements en *private equity*. Les placements sectoriels ont confirmé la stratégie de diversification et l’objectif de montée en gamme du Sultanat avec des prises de participation dans les secteurs manufacturé, minier, agroalimentaire et de la santé. Au plan géographique, le fonds continue de privilégier les placements dans les marchés matures (Amérique, Europe, Océanie), reflet de la part élevée des actifs liquides dans le portefeuille et de la recherche d’une plus grande sécurité financière.

***L’agence de notation Moody’s dégrade de stable à négative la perspective du secteur bancaire omanais***

L’agence de notation *Moody’s* a ramené début septembre de « stable » à « négative » la perspective du secteur bancaire omanais pour les 12 à 18 mois à venir arguant d’une moindre capacité financière des autorités à venir en soutien des banques en cas de difficultés. *Moody’s* s’inquiète notamment des conséquences pour le secteur de l’atonie de l’activité et de la faiblesse persistante des prix du pétrole à l’origine d’un déficit public très élevé. *Moody’s* estime que les mesures nécessaires de consolidation budgétaire qui en découlent se traduiront par de nouvelles tensions sur la liquidité, après celles apparues entre fin 2015 et mi 2016. L’agence s’attend en outre à une hausse du taux de créances douteuses qui pourrait atteindre 3 % des encours en fin d’année contre 2,1 % fin mars 2017, conséquence de la hausse des défaillances en matière de remboursement de crédits en particulier de la part des particuliers. Alors que

les prêts ont progressé de +10,1 % en 2016, *Moody's* projette une nette décélération cette année avec une hausse de +5 %, reflet de l'affaiblissement continu de l'activité et d'une plus grande sélectivité des dossiers. Fin juillet, *Moody's* avait dégradé la note souveraine d'Oman à Baa2, soit 2 crans de la catégorie spéculative (assortie d'une perspective négative), relevant que les réformes lancées pour faire face à la faiblesse des prix du pétrole restaient insuffisantes. Depuis 2015, *Moody's* a abaissé la note du Sultanat de 4 crans. Pour rappel, *S&P* classe depuis mai dernier la dette publique omanaise en catégorie spéculative.

## INFORMATIONS SECTORIELLES

### ***Oil & Gaz : Lancement de la production de gaz naturel du champ de Khazzan par BP***

Le champ gazier *onshore* de Khazzan, le plus projet le plus important en matière de développement gazier du pays, opéré à 60 % par *BP* en association avec *Oman Oil Company Exploration & production*, est entré en production s'agissant de sa première phase, fin septembre, avec 3 à 6 mois d'avance sur le calendrier d'origine. Signé initialement en 2007, avant d'être amendé en 2013, l'accord passé entre *BP* et les autorités prévoit l'exploitation du bloc 61, correspondant à une bande assez étroite de 2 800 km<sup>2</sup>. A cette première phase s'est adjointe une deuxième phase, intégrant 1150 km<sup>2</sup> supplémentaires (zone de Ghazeer), dont la construction doit être lancée début 2018 pour une entrée en service d'ici à 2020/21. L'exploitation du champ de Khazzan, qui représente un investissement global de 16 Mds USD, devrait accroître d'environ un tiers la capacité de production journalière en gaz naturel du Sultanat d'Oman et lui donner ainsi davantage d'autonomie au plan énergétique. Avec l'entrée en service de la 1<sup>ère</sup> phase, la production devrait atteindre un maximum de 1 Md de pieds cubes (28,3 millions de mètres cubes) de gaz par jour. Pour réaliser la 1<sup>ère</sup> phase d'exploitation du champ, environ 200 puits ont été creusés pour extraire le gaz jusqu'à 5 km de profondeur au sein d'une roche dense et dure, correspondant à du gaz de réservoir compact (« *tight gas* »). Les techniques utilisées pour son extraction sont proches de celles utilisées pour le gaz de schiste. A terme, avec l'achèvement de la 2<sup>ème</sup> phase, nécessitant le creusement d'une centaine de puits supplémentaires, la production devrait atteindre 1,5 Md de pieds cubes de gaz par jour (environ 42 millions de m<sup>3</sup> de gaz).

### ***Oil : OOCEP obtient un prêt syndiqué de 1 Md USD piloté entre autres par Natixis et Société Générale***

*Oman Oil Company Exploration & Production* (OOCEP) a obtenu 1 Md USD sous forme de facilité de prêt au taux Libor +170 pdb, destinée en partie au remboursement de la dette antérieurement contractée et au financement en parallèle des activités et du programme d'investissements du groupe. D'une maturité de 5 ans, la facilité de prêt, conduite par les établissements *Natixis*, *Société Générale* et *HSBC Oman* en tant que chefs de fil et teneurs de compte, repose sur un mécanisme de préfinancement de vente de pétrole brut sur le modèle utilisé par *Petroleum Development of Oman* en juin 2016 lors de sa levée de 4 Mds USD (avec un taux à l'époque de Libor +160 pdb). D'autres banques ont participé au prêt syndiqué, parmi lesquelles *Crédit Agricole*, *Crédit Suisse*, *ING*, *ABN Amro*, *Sanpaolo and Sumitomo Mitsui Banking Corporation*, *Mitsubishi UFJ Finance* et *Mizuho Bank*.

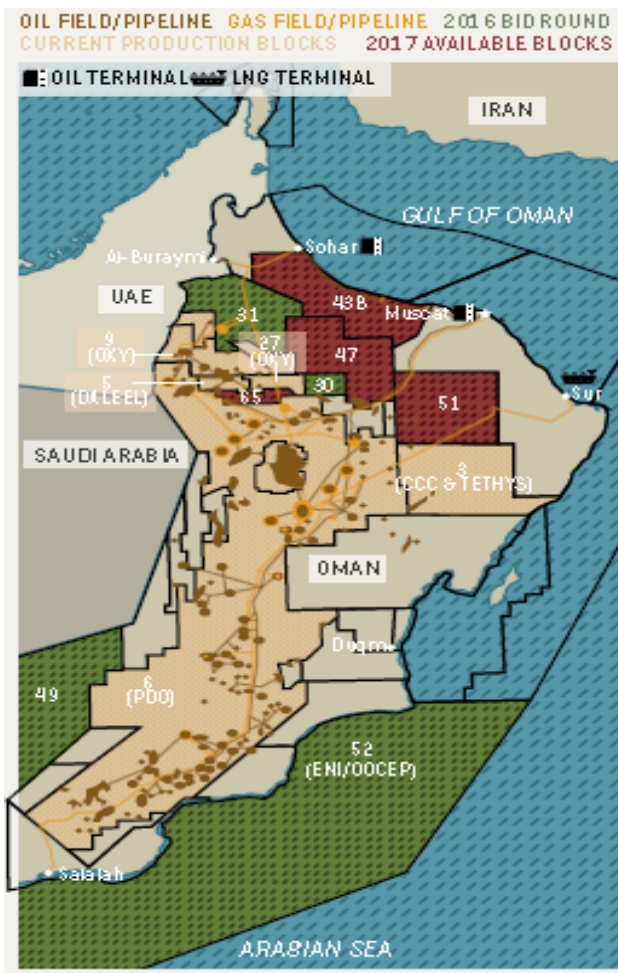
### ***Mines : Oman Investment Fund investit 120 M USD dans le groupe anglo-australien Berkeley Energia***

Le fond souverain *Oman Investment Fund* (OIF) a investi 120 M USD dans la société minière *Berkeley Energia Ltd* avec pour objectif de finaliser la construction de l'usine d'extraction d'uranium de Salamanque (à 3 heures de Madrid), censée entrer en production début 2019. *Berkeley Energia* a déjà investi pour plus de 100 M USD dans le projet. Au terme du montage réalisé (prêt convertible sans intérêt), l'OIF détiendrait 37 % du groupe anglo-australien. Bien que les prix de l'uranium restent très bas (20 £ la tonne environ contre 70 £ début 2011), la qualité du minerai identifié, sa faible profondeur (4 mètres sous terre seulement) et la sophistication des infrastructures existantes assureraient, potentiellement, une bonne rentabilité de la mine. Si le marché du nucléaire apparaît aujourd'hui en surcapacité, notamment depuis l'accident de Fukushima (mars 2011), les besoins en énergie attendues dans les 10 prochaines années pourraient rendre l'investissement très profitable. La mine de Salamanque est la plus grande mine d'uranium d'Europe.

### **Pétrochimie : accord entre la SEZAD et Boskalis Westminster pour l'EPC du quai pétrochimique**

Après avoir reçu en janvier la lettre d'intention pour la conception, l'ingénierie et la construction du quai pétrochimique du port de Duqm, la filiale locale de *Boskalis Westminster* a officiellement signé le 30 août dernier le contrat EPC avec l'Autorité de la Zone Economique Spéciale de Duqm (*SEZAD*). D'un montant de 199,1 M OMR, l'accord porte sur la conception, l'ingénierie et la construction des infrastructures maritimes, le dragage (qui inclut la réalisation d'un bassin portuaire d'une profondeur de 18 mètres) et la construction du quai. Le futur quai pétrochimique devrait pouvoir accueillir tout type de navires. Le projet est directement lié à la construction de la 3<sup>ème</sup> raffinerie du pays d'une capacité de 230 000 b/j. Les travaux, prévus pour être terminés en 2020, seront supervisés par le bureau de conseil en ingénierie *Worley Parsons*.

### **Oil & Gas : appel à soumissions pour l'octroi de 4 blocs en vue de leur exploration – production**



Le Ministère du pétrole et du gaz a lancé un appel à soumissions entre le 20 septembre et le 31 décembre 2017 en vue de l'octroi de licences d'exploration-production sur les blocs 43B et 47 (gaz) et les blocs 51 et 65 (pétrole et gaz). Il s'agit d'une remise sur le marché après les retraits de plusieurs opérateurs étrangers et l'échec relatif des derniers appels à soumission (exception faite de l'accord conclu entre ENI et *Oman Oil* pour l'exploration du bloc 52). Bien que les recherches aient été plutôt décevantes ces dernières années, l'appel à soumissions pour ces 4 blocs *onshore* pourrait susciter davantage d'intérêts, en particulier dans le contexte de crise diplomatique dans le Golfe, Oman apparaissant comme un pôle de stabilité. Les blocs 51 et 65 seraient les plus prometteurs compte tenu de la proximité de plusieurs blocs déjà en cours d'exploitation. Ces deux blocs avaient fait l'objet d'appel à soumission en 2012, resté sans suite, les offres étant jugées insuffisantes. Le bloc 51 était jusqu'alors détenu par *Hunt Oil* (Etats-Unis). Le bloc 43B (11 967 km<sup>2</sup>), composé de gaz conventionnel, était jusqu'ici géré par *MOL* (Hongrie) alors que le bloc 47 (8 524 km<sup>2</sup>), constitué majoritairement de gaz de réservoir compact, était piloté par le Norvégien *DNO*. Ces 4 blocs font partie d'un programme de (re)mise sur le marché d'une dizaine de blocs par les autorités pour les prochaines années.

### **Pêche et aquaculture : Tanfeedh lance les travaux de réflexion sur le secteur**

Le groupe de travail (« *laboratory* ») de *Tanfeedh* sur la pêche et l'aquaculture a débuté le 17 septembre pour une période de 6 semaines. Identifié comme l'un des secteurs prioritaires en matière de diversification de l'économie, la pêche et l'aquaculture représentent actuellement moins de 1 % du PIB pour une production de 280 000 tonnes (2016) selon les données officielles. A travers *Tanfeedh*, les autorités espèrent accroître la part de la contribution du secteur au PIB à 2 % d'ici à 2020 tout en générant 11 000 emplois directs pour les Omanais. Pour ce faire, les autorités investiraient 1,5 Md USD sur les 3 prochaines années afin de moderniser la flotte de bateaux et développer de nouvelles fermes aquacoles. Le Conseil Suprême de la planification, en charge de *Tanfeedh*, prévoit de doter le pays d'un réseau global de 24 ports de pêche.

***Electricité : le consortium GE/TSK obtient le contrat EPC du parc éolien de 50 MW dans le Dhofar***

Le contrat de conception et construction clé en main pour un parc éolien de 50 MW située à Harweel dans le Dhofar, a été octroyé fin août à un consortium composé de *General Electric*, qui fournira 13 turbines, et de la société espagnole *TSK* (pour la maîtrise d'ouvrage). D'un montant de 125 M USD financé par l'*Abu Dhabi Fund for Development*, la centrale sera la première de ce type dans la région. Le projet de ferme éolienne est issu d'un accord de développement signé en 2014 entre Masdar (*Abu Dhabi Future Energy Company PJSC*) et RAECO (*Rural Areas Electricity Company*). Si l'unité devait initialement entrer en service en mai 2017, elle ne devrait être opérationnelle au mieux qu'à fin 2019. La centrale devrait pouvoir couvrir les besoins en électricité de 16 000 foyers tout en réduisant de 110 000 tonnes les émissions annuelles de dioxyde de carbone. La rentabilité du projet est assurée par un contrat d'achat d'électricité signé début septembre entre RAECO et OPWP (*Oman Power and Water Procurement*), couplé à un contrat de transmission entre RAECO et OETC (*Oman Electricity Transmission Company*). RAECO entend accroître la part du renouvelable dans la production d'électricité via le développement de centrales d'une capacité totale de 200 MW d'ici à 2020. Les appels d'offre devraient être publiés fin 2017.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** Service Economique de Mascate

**Rédigé par :** Gilles Bordes et Marine Audras

**Revu par :** Gilles Bordes  
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>